

A FONDS PERDUS

La potion Obama

Le complexe militaro-industriel de l'impérialisme américain a élaboré la recette miracle pour passer en «pertes et profits» tous les crimes qu'il a commis à l'endroit de l'humanité, sans même avoir à être jugé ni, encore moins, condamné. Sa potion magique s'appelle Obama. Oubliés les crimes commis en Irak, en Afghanistan, en Palestine et ailleurs ! Oubliés les dégâts directs et collatéraux du capitalisme financier à la dérive depuis l'avènement des néo-conservateurs ! Des populations vaincues, soumises, tyrannisées s'identifient au phénomène Obama, objet d'une véritable idolâtrie. N'est-ce pas également le moyen idoine pour les désarmer puisque, leur est-il suggéré, même issu du système, l'homme providentiel est là pour écarter toute autre alternative intra-muros.

Depuis la chute du Mur de Berlin, en 1989, le libéralisme n'a plus été contesté par l'alternative que représentait le socialisme et la mécanique libérale a été appliquée partout. Partout, le monde se rallie à l'économie de marché mais, sur le plan politique, moins de la moitié du monde vit dans la démocratie, les droits de l'homme continuent d'être bafoués et la presse est plus que jamais esclave de l'argent.

La bulle de l'endettement a emporté avec elle l'épargne de millions de citoyens de pays développés, condamné des milliers d'entreprises à la fermeture et des masses considérables de travailleurs au chômage, sans que les principaux responsables aient à payer. Et qui mieux qu'Obama pour leur faire oublier leurs méfaits ?

Obama semble vouloir passer l'éponge en contrepartie d'hypothétiques réformes des services financiers. Dans une proposition de loi — qu'il souhaite faire adopter cette année — et qu'il a annoncée ce mercredi 17 juin à Washington, il ouvre le chantier de ce qu'il qualifie comme étant «la plus grande réforme financière jamais engagée depuis la crise de 1929».

L'identification, souvent pertinente, du mal (Obama s'attaque ouvertement à «l'argent facile» et à des «systèmes construits sur un tas de sable») est assortie de bonnes intentions, aussi

peu contraignantes que les résolutions de l'Assemblée générale des Nations-Unies.

Quatre objectifs sont poursuivis par ce qu'il qualifie de «réponse exceptionnelle à une crise économique historique» :

- primo, superviser le système bancaire et notamment les établissements les plus risqués : à ce titre, «les régulateurs sont tenus d'examiner non seulement la sécurité et la solidité des institutions individuelles, mais aussi — pour la première fois — la stabilité du système financier dans son ensemble» ;

- secundo, rendre les marchés plus transparents et renforcer leur régulation «pour prévenir les abus et excès» découlant d'une «culture de l'irresponsabilité qui a pris racine à partir de Wall Street» ;

- tertio, retrouver la confiance des consommateurs par la mise en place d'une agence de protection de leurs intérêts car, constate-t-il, «les entreprises se font concurrence non pas en offrant de meilleurs produits, mais des produits plus complexes, avec de plus petits caractères et des dispositions cachées» ;

- et, quarto, doter l'Etat d'outils pour développer des standards internationaux et gérer les crises financières.

Naturellement, Obama se garde bien de s'attaquer à la légitimité du failli dont il relève, au passage, quelques tares : «Les retraités ont perdu une grande partie de leurs économies, les familles sont dévastées par les pertes d'emplois, les petites entreprises obligées de fermer leurs portes.» Comme si le constat n'était pas assez éloquent, il se propose de préserver les fondements de la faillite : «Avec des règles plus claires, l'innovation ne sera pas appauvrie. Au contraire, les marchés devraient être dynamisés.»

«J'ai toujours été un fervent défenseur du pouvoir du marché libre, assure Obama. Il a toujours été et restera le moteur de l'Amérique du progrès, une source inégalée de prospérité dans l'histoire».

A ceux qui attendent davantage de lui, Obama est on ne peut plus clair à l'endroit de «ceux qui disent que nous n'allons pas assez loin, que nous

devrions mettre au rebut le système et tout recommencer de nouveau» : «Je pense que ce serait une erreur», leur rétorque-t-il.

«A bien des égards, notre système financier est notre propre reflet. Dans la masse des innombrables décisions indépendantes, il y a aussi bien un potentiel de créativité qu'un potentiel d'abus. Nous observons une capacité d'innovations qui, tout à la fois, rendent notre économie plus forte et exploitent les faiblesses de notre économie. Nous sommes appelés à mettre en place ces réformes qui permettent à nos meilleures qualités de s'épanouir. Nous sommes appelés à reconnaître que le libre marché est le plus puissant générateur de force de notre prospérité, mais cela ne nous dispense pas d'évaluer les conséquences de nos actions.»

Sur le plan technique, le dispositif est simple : depuis que le doute plane sur l'autonomie de la Réserve fédérale — la Fed (certains de ses membres sont nommés par les banques), il est devenu indispensable que la supervision continue à être partagée entre différentes agences. La Fed garde néanmoins un œil de vigilance accrue (un pouvoir de contrôle) sur les sociétés holdings de grande taille et les banques d'investissement pouvant faire peser un risque systémique. Du fait de leur puissance, ils dépendront désormais d'elle. Au-delà des grands calibres, toutes les autres institutions menacées de faillite posant un risque systémique seront également mises sous sa tutelle.

Qui décide alors de cette mise sous tutelle de la Fed ? Le Financial Services Oversight Council, qui dépendra du Trésor et sera composé du président de la Fed, des directeurs du National Bank Supervisor et de l'agence de protection des consommateurs, des présidents de la Securities and Exchange Commission (SEC) et de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) ainsi que du directeur de la Federal Housing Finance Agency (FHFA).

L'autre grande nouveauté, qui va rencontrer une assez forte résistance auprès des lobbies financiers, est la création de l'agence de protection des consommateurs. Celle-ci va être puis-



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

sante, reprenant quelques attributions de la Réserve fédérale, et pourra régler les relations entre les établissements financiers et les consommateurs sur toutes sortes de produits financiers (crédits immobiliers, cartes de crédit, comptes-chèques, etc.).

La «destruction créatrice» décrite par Joseph Schumpeter est bien indiquée comme trame philosophique.

Parce qu'il est fondé sur le risque et l'innovation permanente, le capitalisme porte le risque systémique de crises, de contradictions, de drames. Les produits dérivés sont à ce titre une innovation qui a mal tourné.

Comme pour emboîter le pas à Schumpeter (et l'accent mis sur l'innovation), Milton Friedman dira certainement qu'il n'y a là rien de stupéfiant et que les crises ayant toujours une origine et une essence monétaire, une création excessive de monnaie débouche inévitablement sur une spéculation à court terme.

Comme la concurrence, supposée pure et parfaite, souffre en permanence d'un déficit d'information, les investisseurs ne savaient pas ce qu'ils achetaient en acquérant des produits dérivés.

A ceux qui rêvent de moraliser le marché, la Bourse pourra dire : «L'économie ne produit pas de valeurs, mais des richesses». Leur répartition est une tout autre affaire.

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail : info@lesoiralgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Ne pas se tromper de passeurs !

Coopération entre Alger et Paris. L'Algérie promet d'aider la France en matière de ...

Football et d'entraîneurs !

Il est presque devenu commun de dire que si les Algériennes et les Algériens sont sortis en masse acclamer et fêter leur équipe nationale de football, c'est aussi pour dégager un trop-plein de stress contenu, un vide en matière d'activités et d'animation et pour faire autre chose que de tenir un mur et un gobelet de café. Je veux bien. Mais du bout des lèvres. Car — et il suffit d'aller sur Youtube pour s'en convaincre — les Algériennes et les Algériens sont sortis faire la fête... partout dans le monde. En France. En Espagne. En Allemagne. En Suède. Au Canada. Partout. On ne peut tout de même pas soupçonner tous ces concitoyens de l'immigration voulue ou forcée de vouloir se vider d'un stress ou de s'ennuyer au point de défiler dans des rues de pays étrangers, des drapeaux du pays à la main et sur le cœur, non ? Dans le lot de ces «manifestants», beaucoup témoignent aussi de leur parcours. Ils ont tout simplement fui le pays. Et c'est à les voir défiler, chantant en algérien leur amour des Verts que l'on comprend. Ils

n'ont pas fui l'Algérie. Ils ont fui ceux qui les ont écœurés de vivre ici, au point de les pousser à l'exil, souvent sur une coquille de noix. Ce n'est pas Al Djaïr que les partants quittent ou que les harraga laissent derrière eux. Ce sont ces propriétaires autoproclamés d'Al Djaïr. Ceux qui ont transformé ce caillou de rêve en enfer pour jeunes et moins jeunes. Rien n'oblige un jeune Algérien, déjà stigmatisé par le délit de faciès, à défiler bruyamment sur une place de Stockholm, le visage peint de vert, de rouge et de blanc, les épaules recouvertes de l'emblème algérien et les lettres A.L.G.E.R.I.E bombant son torse fier. Rien. Sauf un amour éperdu et sincère pour El Bled. Ce n'est donc pas les jeunes qui fuient l'Algérie par n'importe quel moyen qu'il faut traîner devant les juges, condamner et dont il faut criminaliser les fugues. C'est bien plutôt le «réseau de passeurs professionnels» qui, officiellement, dirige ce pays, mais officieusement, dans les faits, le vide de sa jeunesse par le plus court et le plus mortel des chemins : l'écœurement ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com